"Pour la Ligue des champions, il nous faut de bons clubs locaux"

Autor(en): **Müller, Thomas / Schiesser, Fritz / Imboden, Dieter**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **- (2005)**

Heft 66

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-971192

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

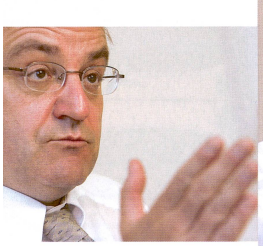
Haftungsausschluss

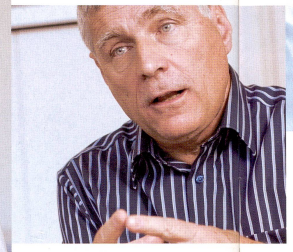
Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

«Pour la Ligue des champions, il nous faut **de bons clubs locaux**»





Dieter Imboden (ci-dessus) est président du Conseil national de la recherche du Fonds national suisse.

PAR THOMAS MÜLLER
PHOTOS DOMINIQUE MEIENBERG

Réduire les moyens accordés au Fonds national au profit de l'encouragement de la recherche européenne pourrait signifier le début de la fin pour la Suisse en tant que nation à la pointe dans ce domaine. C'est l'avis partagé par les présidents du Conseil de fondation et du Conseil national de la recherche du FNS.

Horizons : M. Schiesser, le lobby de la recherche a remporté des succès dans le cadre du débat autour du message relatif à la formation, la recherche et la technologie (FRT). Mais les augmentations promises ont ensuite fondu avec le programme d'allégement budgétaire. Pourquoi ?

Fritz Schiesser : Lorsque le message « FRT 2004 - 2007 » a été traité, la situation financière de la Confédération n'était pas encore aussi précaire et la tendance était de dire qu'il fallait absolument faire quelque chose pour la recherche et la formation. Les chercheurs ont exercé un certain lobbying. Si je le compare à celui qui existe dans le monde paysan, il faut toutefois se rendre à l'évidence : les chercheurs ont encore beaucoup à apprendre dans ce domaine.

Depuis, la collaboration n'a dans les faits malheureusement plus fonctionné en faveur des chercheurs. Dans la perspective du message 2008 - 11, des promesses ont été faites. Pour les respecter, la Confédération devrait accorder des augmentations massives à la science et à la formation. Le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz a promis, à diverses reprises, 100 millions de francs supplémentaires par année au Fonds national suisse, ce qui ne suffit toutefois pas à compenser les mesures de restriction.

Je ne sais pas encore comment cela doit être financé. Je sais toutefois que les chercheurs doivent se mobiliser et gagner en influence s'ils veulent que le prochain message FRT leur soit favorable.

Comment le Fonds national peut-il améliorer son lobbying ?

Dieter Imboden : En Suisse, nous devons conclure une alliance en faveur de la politique de la recherche et établir un contact plus étroit avec les parlementaires et les autorités compétentes. Il faut donc cesser de se critiquer mutuellement. C'est contre-productif et cela cause finalement du tort à tout le monde. Nous devons maintenant tous tirer à la même corde.

Fritz Schiesser est président du Conseil de fondation du Fonds national suisse.

«L'encouragement de la recherche suisse par le biais de Bruxelles a notamment un sens là où la communauté scientifique est petite mais performante.» Dieter Imboden

L'une des conséquences du programme d'allégement budgétaire 2004 est l'octroi des fonds aux projets de recherche par tranches annuelles, ce qui menace la crédibilité du Fonds national en tant que partenaire financier. Que peut-on entreprendre pour contrer cette évolution ?

Dieter Imboden : La qualité de nos prestations en faveur de la recherche s'en trouve effectivement diminuée. Une solution serait de combler cette lacune par un plan de financement interne plus détaillé.

Fritz Schiesser : J'ai répété devant le Parlement que le Fonds national suisse ne pouvait plus, avec ces nouvelles règles, continuer à travailler comme avant. Mais les députés n'ont pas voulu en prendre acte. Pour certains, cela tombait bien d'économiser sur le dos du Fonds national, vu qu'on ne savait pas dans quel autre secteur se serrer la ceinture. On a choisi la solution de facilité.

Au cours des années et des décennies écoulées, il semble que seuls les programmes de recherche populaires aient suscité l'intérêt du monde politique. Comment l'expliquer ?

Fritz Schiesser : En politique, on observe un certain paradoxe. Au Parlement, l'encouragement de la recherche fondamentale est plébiscité dans des interventions enthousiastes. Mais si on les écoute attentivement, on remarque que neuf interventions sur dix sont des plaidoyers pour la recherche appliquée. A l'heure de vérité, la recherche appliquée est préférée par beaucoup car on espère y obtenir un meilleur retour sur investissement.

Biographies en bref

Dieter Imboden
Dieter Imboden est président du Conseil national de la recherche du FNS depuis le 1er janvier 2005. Physicien de formation, il était au préalable président de la Division IV (recherche orientée). Dieter Imboden est professeur ordinaire de physique de l'environnement au département des sciences environnementales de l'EPF de Zurich. Il y a lancé le projet « La société à 2000 watts ».

Fritz Schiesser
Fritz Schiesser est président du Conseil de fondation du FNS. Ce juriste est conseiller aux Etats du canton de Glaris et membre de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC). Dans sa fonction à la tête du Conseil de fondation, il a notamment dirigé la révision des statuts du FNS et s'occupe actuellement du projet «Fonds national 2008».

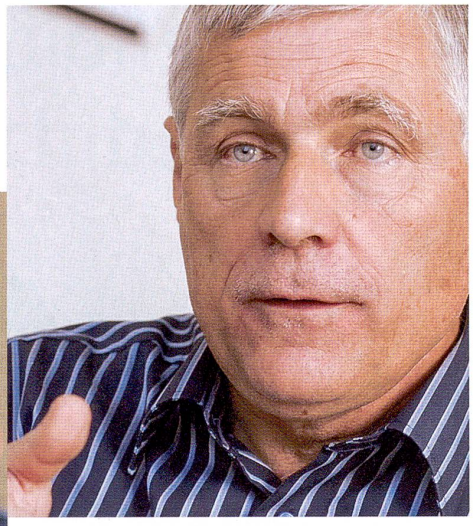
«En matière de lobbying, il faut se rendre à l'évidence : les chercheurs ont encore beaucoup à apprendre. Notamment si on les compare aux paysans.» Fritz Schiesser

C'est un problème nécessitant une explication constante. Il faut en effet continuellement répéter que sans recherche fondamentale, il n'y a pas de recherche appliquée.

L'Union européenne va augmenter ses dépenses en faveur de la recherche. Bruxelles va donc solliciter des contributions plus

« Si nous transférons notre aide à la recherche à Bruxelles, nous ne pourrons plus nous maintenir à un niveau de pointe. »

Dieter Imboden



« Pour certains, cela tombait bien d'économiser sur le dos du Fonds national. »

Fritz Schiesser

élevées qu'actuellement. Mais si la Suisse accepte, ces augmentations ne se feront-elles pas au détriment du Fonds national ?

Fritz Schiesser : Si quelqu'un proposait d'octroyer les contributions à Bruxelles, ou une partie seulement, aux dépens du Fonds national, on devrait alors expliquer au Conseil fédéral et au Parlement que cela marquerait un tournant incroyable et signifierait le début de la fin pour cette institution à succès.

Et je ne peux m'imaginer que quelqu'un – que ce soit au Conseil fédéral ou au Parlement – veuille en assumer la responsabilité. Je ne le pourrais personnellement pas. Ces fonds – il s'agira d'un peu plus de 200 millions de francs par année – doivent être trouvés ailleurs.

Dieter Imboden : Ces contributions ont été conçues en tant que complément aux aides nationales afin que l'Europe soit mieux placée dans la concurrence globale qui l'oppose aux Etats-Unis et à l'Asie. Mais il est aussi évident qu'une telle augmentation ne peut se faire au détriment des pays membres. Et cela vaut aussi pour la Suisse, même si elle ne fait pas partie de l'Union européenne.

Le soutien à la recherche suisse par l'intermédiaire de Bruxelles a un sens dans les domaines où la communauté suisse des chercheurs est petite mais particulièrement performante. Je pense notamment à certains secteurs des sciences de la vie. La concurrence internationale pour obtenir des aides financières nous permettra de devenir encore meilleurs.

La Commission européenne projette de créer un Conseil européen de la recherche (CER) destiné à promouvoir la recherche fondamentale alors que les subsides européens allaient jusqu'ici plutôt à la recherche appliquée. Le CER ne serait-il pas une menace pour le Fonds national, si la recherche suisse devait prouver sa valeur au plan européen ?

Dieter Imboden : On peut être tenté de penser cela. Il s'agit toutefois là d'une réflexion à courte vue. Si nous voulons continuer à jouer en Europe dans la Ligue des champions des équipes de recherche, nous ne pouvons pas nous permettre de négliger d'encourager la recherche nationale.

On peut aussi exprimer cette idée autrement: la chance d'avoir un Roger Federer ne doit pas entraîner la fermeture des clubs de tennis locaux. Si la Suisse décidait de transférer son aide à la recherche à Bruxelles, elle créerait un handicap et la recherche suisse ne pourrait plus se maintenir au niveau de pointe européen.

« Il faut continuellement répéter que sans recherche fondamentale, il n'y a pas de recherche appliquée. »

Fritz Schiesser

Fritz Schiesser : Dans ce contexte, le conseiller fédéral et ministre de la recherche Pascal Couchepin a un rôle extrêmement important à jouer. Il doit faire savoir à temps aux cercles concernés que le Conseil européen de la recherche ne peut en aucun cas remplacer le Fonds national suisse. ■